

<https://www.aefinfo.fr/depeche/709521>

Antonin Gouze

5 min read

Gabriel Attal demande aux préfets, recteurs et procureurs de sécuriser près de 200 établissements scolaires à risque

"Nous devons nettoyer les trottoirs aux abords des établissements", déclare le Premier ministre Gabriel Attal, à l'issue d'une réunion interministérielle sur la sécurisation des établissements scolaires le 21 mars 2024, en présence de la ministre de l'Éducation nationale Nicole Belloubet, du ministre de la Justice Éric Dupont-Moretti et de la secrétaire d'État chargée de la Ville Sabrina Agresti-Roubache. Gabriel Attal annonce la réunion, le 4 avril 2024, "des préfets, des recteurs d'académie et des procureurs généraux", pour renforcer la sécurité de 150-200 établissements "les plus à risque".



Gabriel Attal a organisé une réunion interministérielle sur la sécurisation des établissements scolaires le 21 mars 2024. AEFInfo - Antonin Gouze

Après l'attentat d'Arras du 13 octobre 2023 devant le groupe scolaire Gambetta-Carnot, le ministère de l'Éducation nationale avait lancé une enquête flash sur la sécurité des établissements scolaires, afin de faire un état des lieux de la sécurisation des établissements et de recueillir leurs besoins en la matière ([lire sur AEF info](#)).

Gabriel Attal avait ensuite tenu une réunion avec les collectivités pour connaître leurs attentes ([lire sur AEF info](#)). Celles-ci avaient alors demandé des "moyens supplémentaires" pour améliorer la sécurité des établissements scolaires dont elles ont la charge, certaines annonçant des initiatives : l'Île-de-France avait par exemple annoncé la généralisation d'un "bouton d'alerte" dans tous les lycées de la région ([lire sur AEF info](#)).

La réunion interministérielle du 21 mars 2024 sur la sécurisation des établissements scolaires, organisée à Matignon s'inscrit donc dans la continuité de l'action engagée par l'ancien ministre de l'Éducation et désormais portée par Nicole Belloubet.

150 établissements ont connu un renforcement de leur sécurité

À la sortie de la réunion, Gabriel Attal est revenu sur l'enquête flash et "l'audit de sécurité" des établissements réalisé par le MENJ à la fin de l'année 2023 ([lire sur AEF info](#)) : "500 établissements scolaires ont été identifiés pour lesquels un renforcement des dispositifs d'alerte et de sécurisation est nécessaire", indique-t-il, précisant que cela inclut "les alarmes anti-intrusion, qui on fait leurs preuves, notamment lors de l'attentat d'Arras".

Le Premier ministre a également révélé que sur ces 500 établissements, "150 établissements ont déjà vu leur sécurité renforcée" et que la réunion interministérielle a permis de "faire le point pour que les 350 autres établissements identifiés soient sécurisés de manière prioritaire".

Il a également redit la volonté du gouvernement de "poursuivre les plans de formations [des] personnels face à ces situations".

Une réunion le 4 avril pour sécuriser les abords des établissements

Citant les "situations inacceptables constatées à Nîmes ([lire sur AEF info](#)), à Marseille ou à la porte de la Chapelle à Paris, avec des trafics de drogues et des guerres de gang aux abords des établissements scolaires", le Premier ministre a martelé sa volonté de "nettoyer ces trottoirs aux abords des établissements".

Il a demandé "aux ministres de l'Éducation nationale, de l'Intérieur et de la Justice de recevoir le 4 avril 2024 l'ensemble des préfets, des recteurs d'académie et des procureurs généraux", afin de "lancer une mobilisation qui se traduira au niveau départemental, avec des états-majors départementaux, et associant les services des trois ministères pour identifier les établissements les plus à risques et avoir une réponse appropriée pour chacun des établissements".

Entre "150 et 200 établissements sont plus particulièrement à risques, pour lesquels nous avons besoin d'une action à 360 degrés de sécurisation", a précisé Gabriel Attal. Il a également annoncé que "lors des prochaines opérations de lutte contre les points de deal, comme les opérations 'place nette XXL', un volet spécifique dédié aux établissements scolaires sera intégré".

Un audit des Espaces numériques de travail des lycées

À la suite des messages menaçants dont une trentaine de lycées d'Île-de-France ont été la cible via une intrusion dans leur ENT, jeudi 21 mars 2024, Gabriel Attal a par ailleurs annoncé "le déclenchement d'un audit des ENT, en lien avec la région, pour poursuivre et punir, avec les services du ministère de la Justice, les auteurs de ces menaces".

"Une enquête est ouverte pour retrouver ces auteurs anonymes, et ils doivent savoir que nous les traquons et que nous les sanctionnons. Plusieurs dizaines d'auteurs de ces menaces des derniers mois ont été judiciairisés et sont poursuivis par le ministère de la Justice. Nous serons vigilants à ce que la plus grande fermeté s'applique", a-t-il conclu.

Generated with Reader Mode